

## SUITE À UNE RÉUNION MARATHON

## La grève des hospitalo-universitaires annulée

**La grève des hospitalo-universitaires n'a finalement pas eu lieu. Le Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires sursoit au mouvement de grève suite à une réunion marathon qui lui a permis d'arracher des acquis et de prendre acte des engagements des deux tutelles à régler les revendications en suspens.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Pas de débrayage dans les CHU, ni de blocage des examens des facultés de médecine. Le Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires a finalement pris la décision de lever la grève qui devait débiter hier. Une décision prise tard dans la soirée de mardi suite à une réunion extraordinaire du bureau national qui intervenait après une rencontre du syndicat avec des représentants du ministère de la Santé et ceux de l'enseignement

supérieur. Dans un communiqué rendu public hier, le syndicat des hospitalo-universitaires évoque une réunion tenue «in extremis» avec des «débats houleux» et «positifs».

A l'issue de cette rencontre tenue au siège du ministère de l'Enseignement supérieur, les représentants des deux départements ministériels se sont engagés à répondre favorablement à plusieurs doléances.

C'est ainsi que la prime d'amélioration de prestations a été



Les problèmes des hospitalos-universitaires seront réglés dans les plus brefs délais.

acquise à hauteur de 20% avec effet rétroactif à partir de 2008 et que le principe de régularisation de toutes les chefferies d'unités en attente a été donné. Concernant la pénurie de médica-

ments, il a été convenu de la mise en place de nouveaux mécanismes afin de régler définitivement le problème des pénuries cycliques de médicaments et de consommables ainsi que l'amélioration des conditions de travail, la réfection des amphithéâtres et l'attribution des moyens pédagogiques au sein des CHU.

Le Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires a pris acte de «la détermination ferme des deux tutelles à régler ces problèmes dans des délais très proches» et avertit que «tout manquement vis-à-vis de ces engagements, le bureau national se réserve le droit de revenir aux mêmes actions précédentes».

N. I.

## LES ARCHITECTES MARCHERONT POUR DÉNONCER LE MINISTRE DE L'HABITAT

## «Sous le signe de l'intérêt public»

**Ils marcheront dimanche prochain du siège du Conseil local de l'Ordre des architectes (CLOA) d'Alger, sis au 1, rue Lieutenant Touileb, juste en face du 6<sup>e</sup> arrondissement de la police, lieu du rassemblement, jusqu'au palais du Gouvernement. Ils ont déposé, dimanche dernier, une demande d'autorisation auprès des services de la Wilaya d'Alger et bien qu'ils n'aient reçu aucune réponse, ils sont décidés à «créer des problèmes».**

Les architectes ont ras-le-bol, et pour cause. Le ministre de l'Habitat, Nouredine Moussa, aurait réduit l'Ordre des architectes à une «association professionnelle». Selon le président de cet organisme régle-

mentant la profession d'architecte, M. Athmane Touileb, le Conseil national de l'Ordre est non seulement marginalisé et n'est pas consulté lors de l'élaboration des cahiers des charges, le ministre - qui y siège d'office - boude ses réunions et n'a délégué un représentant pour assister aux travaux qu'une seule fois pendant tout un mandat.

Dans la conférence de presse tenue conjointement, hier, par M. Touileb et M. Amine Ikhlef, membre du CLOA et coordinateur national du mouvement de protestation des architectes, il a été surtout question d'énumérer les «violations de la réglementation portant conditions de la production architecturale».

Les deux conférenciers ont ainsi porté le chapeau à l'administration de Nouredine Moussa ayant, soulignent-ils, une vision réductrice du «concept d'habitat».

Quoique la grogne couvait depuis des mois déjà à cause, notamment, du «prototype d'un cahier des charges» imposé par le ministère pour lancer toute commande

publique, la dernière sortie médiatique du ministre, où il a ridiculisé le travail fait par les bureaux d'études nationaux, a accentué la crise de confiance déjà à son paroxysme.

Le cahier des charges en question et dont l'Ordre des architectes n'a pas été associé dans son élaboration est plutôt un instrument de discrimination à l'égard des bureaux d'études algériens dont l'activité est, depuis son établissement, presque à l'arrêt. Et, assènent-ils, favorise les bureaux d'études étrangers qui décrochent désormais, en violation du code des marchés, des commandes publiques d'«étude et de réalisation».

Des bureaux d'études dont la sélection et l'agrément se font à l'insu de l'Ordre des architectes qui, ajoutent-ils, ne connaît ni la «consistance» ni les noms des «confrères étrangers» qui y travaillent.

Selon M. Touileb, sur les 12 000 architectes algériens, 7 000 ont des bureaux d'études et sont inscrits au tableau de l'Ordre et dont à peine 5 % activent plus ou moins régulièrement.

Le reste ne décroche des marchés qu'épisodiquement. Le problème, explique-t-il, est que le «prototype» du cahier des charges exige de l'architecte des moyens matériels dont rares sont les bureaux d'études qui en disposent. «La production architecturale est un travail intellectuel de

conception, un geste qui traduit à travers la construction les valeurs culturelles de la nation et ne se mesure pas par les moyens matériels ou les chiffres», commente, de son côté, M. Ikhlef.

Et de souligner : «Les résultats de nos travaux sont critiqués parce que nos conceptions ne sont pas matérialisées justement à cause du maître de l'ouvrage (l'administration, Ndlr) qui a tout bureaucratise. Et ces constructions ne sont ainsi pas le résultat des maîtres d'œuvre (architectes) mais l'œuvre de ce maître qui est l'administration préférant la quantité à la qualité. Nous leur disons que la maîtrise d'œuvre est un métier qui n'incombe pas aux bureaucrates.»

Enfin, les architectes, de par cette marche qu'ils ont placée sous le signe de l'«intérêt public», revendiquent la mise de l'Ordre des architectes sous une autre tutelle, le président de la République ou le Premier ministre. «L'habitat n'est pas seulement le logement, monsieur le ministre de l'Habitat», conclut-on.

Ils sont décidés à marcher dimanche prochain du siège du Conseil local de l'Ordre des architectes (CLOA) jusqu'à la rue Docteur Saâdane, au palais du Gouvernement, où ils aspirent être reçus par le Premier ministre pour lui remettre leur plateforme de revendications.

L. H.

## GRÈVE DES CORPS

## COMMUNS

## Le SNTE dénonce le silence de la tutelle

Le Syndicat national des travailleurs de l'éducation nationale dénonce le silence de la tutelle face au mouvement de protestation des corps communs, lesquels entament leur troisième semaine de grève.

La tension n'a toujours pas baissé dans les rangs des travailleurs des corps communs de l'éducation nationale. Ces derniers, qui réclament leur intégration dans le secteur de l'éducation, ne comptent pas reculer.

Devant «l'indifférence» affichée par le ministère de l'Education nationale, lequel, catégorique, dira que l'intégration réclamée par les corps communs était impossible, ces derniers reconduisent leur grève pour une troisième semaine. Le SNTE, auquel est affilié le Syndicat des corps communs, dénonce dans un communiqué rendu public le mutisme de la tutelle face à ce mouvement. Lequel mouvement a pourtant touché, souligne le syndicat, «la majorité des établissements scolaires».

Le SNTE, qui qualifie de légitimes les préoccupations des protestataires, appelle le ministère de tutelle à ouvrir les portes du dialogue avec les représentants des corps communs, et ce, afin, avertit-il, d'éviter le pourrissement de la situation.

Outre leur intégration, les corps communs réclament une valorisation de leurs salaires.

S. A.

**Au moment où nous mettons sous presse, les négociations entre une délégation représentant le syndicat du personnel navigant commercial (PNC) et la direction générale d'Air Algérie se poursuivent toujours. Une réunion de négociation qui intervient à cinq jours de la grève prévue pour ce 30 janvier.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La réunion présidée par le président-directeur général de la compagnie se tient au niveau du siège de la direction générale sis place Audin, à Alger-Centre. Selon des sources proches du syndicat PNC, l'employeur serait «prêt à lâcher du lest à condition que les représentants des travailleurs mettent définitivement de côté la menace de grève générale». A l'ouverture de la réunion, le P-dg de la compagnie, Mohamed Salah Boulouf, a

indiqué aux syndicalistes que «les réajustements liés au régime indemnitaire du PNC seront introduits comme cela a été précédemment convenu par les deux parties». Le patron de la compagnie nationale a déclaré à l'APS «que cette réunion constituera une occasion pour réitérer une nouvelle fois la détermination de la direction générale de la compagnie de concrétiser ses engagements vis-à-vis de son personnel commercial navigant». «La direction générale saisira cette opportunité pour informer les représentants syndicaux que des réajustements liés au régime indemnitaire du PNC seront introduits comme cela a été précédemment convenu par les deux parties», a-t-il indiqué. Pour sa part, le secrétaire général de la compagnie, M. Abderrahmane Halimi, avait souligné que «certaines revendications du PNC ont été déjà prises en charge, alors que d'autres, dont le traitement nécessite un

peu plus de temps, le seront très prochainement». Le secrétaire général du syndicat PNC, M. Hamamouche, a confié que «le principal point de discorde avec l'employeur est celui relatif à la non-application du protocole d'accord issu des négociations engagées entre la direction générale et le syndicat, après le débrayage de quatre jours observé du 11 au 14 juillet 2011».

Pour rappel, le syndicat avait accepté de suspendre la grève après une médiation du Premier ministre, Ahmed Ouyahia. «Aujourd'hui, la direction d'Air Algérie tarde à mettre en application ce protocole d'accord. Et le personnel navigant ne veut plus attendre», a-t-on souligné. En somme, les quelque 900 hôtesses de l'air et stewards d'Air Algérie réclament l'application rapide de cet accord salarial.

A. B.

## AIR ALGÉRIE

## Les négociations se poursuivent avec le PNC